



Strasbourg, 13 janvier 2012

Greco (2011) 21F

53e Réunion plénière du GRECO (Strasbourg, 5 – 9 décembre 2011)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la Réunion

1. La 53e réunion plénière est présidée par M. Drago KOS (Président du GRECO, Slovénie).
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, notamment à ceux qui viennent d'être nommés. Cette réunion plénière est la dernière qu'il va présider dans le cadre de son mandat de Président du GRECO. Les élections à la présidence, à la vice-présidence et au Bureau pour le Quatrième Cycle d'Evaluation du GRECO, qui va s'ouvrir en janvier 2012, auront lieu ultérieurement dans la semaine (voir paragraphe 29). La liste des participants figure à l'Annexe I.

II. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

III. Informations communiquées par le Président, des délégations et le Secrétaire Exécutif

4. Le **Président** commence par remercier les autorités d'Andorre d'avoir accueilli le séminaire de formation préparatoire au Quatrième Cycle d'Evaluation à Andorra la Vella le 9 novembre 2011. Leur hospitalité ainsi que l'appui technique et financier qu'elles ont apporté à l'événement ont été très appréciés. Le séminaire a permis de recueillir des informations très utiles sur les thèmes qui seront couverts par le nouveau cycle d'évaluation.
5. Depuis la dernière réunion plénière, le temps a manqué pour organiser une réunion officielle du Bureau ; toutefois, les membres présents à Andorre ont eu le temps de se consulter sur des points pertinents pour la présente réunion et des documents présentés au titre des points 9, 10 et 11 ont été approuvés par la procédure écrite. Enfin, le Président informe les membres qu'il a participé au Sommet annuel sur la politique européenne organisée par les Amis de l'Europe sur les Balkans de l'Ouest (Bruxelles, 30 novembre 2011) ; à cette occasion, il a présenté les activités de lutte contre la corruption menées par les pays dans cette région, vues sous l'angle du GRECO.
6. Le Président donne ensuite la parole aux délégations :
 - i. La **Bosnie-Herzégovine** signale la création de l'Agence pour la prévention de la corruption (ACA) chargée, entre autres choses, de coordonner les efforts en matière de lutte contre la corruption. Cette initiative trouve sa source dans une recommandation du Deuxième Cycle d'Evaluation du GRECO. L'Agence n'étant pas encore pleinement opérationnelle, le GRECO, dans ses décisions, invite les autorités de la Bosnie-Herzégovine à veiller à ce qu'elle reçoive des ressources suffisantes pour garantir son bon fonctionnement. De plus, le représentant de la Bosnie-Herzégovine communique des informations sur un rapport établi par une équipe de monitoring de Bruxelles sur la situation après la libéralisation des visas, qui se concentre sur la lutte contre la corruption et présente des descriptions, des analyses et des recommandations.
 - ii. **L'Irlande** a ratifié le 9 novembre la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC).
 - iii. Le représentant de la Croatie, en sa qualité de **Vice-président** du GRECO, rend compte de sa participation à la Conférence professionnelle annuelle des Partenaires européens contre la corruption (EPAC)/EACN (et à leur Assemblée générale) qui était accueillie par l'Académie internationale de lutte contre la

corruption à Laxenburg, Autriche, du 22 au 25 novembre dernier. Il a présenté les thèmes traités dans le cadre du Quatrième Cycle d'Evaluation et a également évoqué les possibles modalités d'une participation de l'UE au GRECO. Des représentants de la Finlande et de la Roumanie au GRECO étaient également présents. Il a aussi, récemment, participé avec M. Georgi RUPCHEV (Bulgarie) à un séminaire sur la lutte contre la corruption organisé par l'UE en coopération avec l'École de la magistrature de « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».

iv. En **Géorgie**, des amendements au Code pénal sont entrés en vigueur pour traiter toutes les questions liées aux recommandations adressées à la Géorgie au titre du Thème I (Incriminations) du Troisième Cycle d'Evaluation du GRECO. Un deuxième jeu de modifications législatives concernant les partis politiques et lié au Thème II a été élaboré en étroite coopération avec toutes les parties concernées, y compris des organisations non-gouvernementales, et présenté au Parlement et à la Commission pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) pour avis.

v. Un projet de texte législatif sur la responsabilité des personnes morales, préparé en **République Tchèque** pour mettre en œuvre une recommandation en suspens du Deuxième Cycle d'Evaluation du GRECO, qui permettrait également à la République Tchèque de ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption, a franchi toutes les lectures au Parlement et au Gouvernement, mais le Président a opposé son veto au motif qu'il pourrait être utilisé pour éviter les poursuites contre les personnes physiques. Ce texte a été renvoyé au Parlement, qui a décidé d'adopter la loi. Celle-ci entrera en vigueur le 1er janvier 2012. De plus, il convient de noter que l'un des partis formant la coalition actuellement au gouvernement espère réintroduire un système de « repentir réel » en droit pénal. Une analyse de la position du GRECO sur ce point a été présentée pour éclairer le débat.

vi. La **Fédération de Russie** a adopté une loi visant à améliorer la législation contre la corruption en matière d'intégrité des agents publics, de secret bancaire dans les procédures de supervision des déclarations d'actifs et aussi d'éclaircissement des procédures de déclaration par les parlementaires concernant leur patrimoine et d'éventuels conflits d'intérêts.

vii. En **Ukraine**, le Président a adopté une nouvelle Stratégie de lutte contre la corruption couvrant 2011 à 2015 et le Cabinet a adopté le Programme d'État 2011-2015 pour la prévention et la lutte contre la corruption, afin de mettre en œuvre la Stratégie.

7. La parole est donnée au **Secrétaire Exécutif**, qui informe la plénière des éléments suivants :

i. Le Comité statutaire du GRECO s'est réuni le 22 novembre. Il a élu à la présidence M. Petter WILLE, Représentant permanent de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe, et a adopté le budget du GRECO pour 2012, ainsi que le budget pour 2013 à titre provisoire, - dans le cadre du processus budgétaire bisannuel qui avait déjà fait l'objet d'un compte rendu par le passé.

ii. La Slovénie, le Royaume-Uni, la Pologne, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, les Pays-Bas et l'Islande ont confirmé les dates des visites qui auront lieu en 2012 dans le cadre du Quatrième Cycle d'Evaluation. La confirmation est en attente pour le Luxembourg et la Slovaquie et la Suède recevront bientôt des propositions pour la programmation de visites sur site.

iii. Le Comité des Ministres a adopté la Recommandation CM/Rec(2011)10 sur la promotion de l'intégrité du sport pour lutter contre la manipulation des

résultats, notamment les matchs arrangés, dans laquelle l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) est, en des termes généraux, invité à envisager des activités de monitoring et ou d'autres activités de suivi, en coopération avec les services compétents du Secrétariat. Il convient également de noter qu'une étude de faisabilité sera menée pour établir s'il est approprié d'élaborer une Convention qui pourrait être consacrée au trucage des matches.

iv. La coopération avec le Kazakhstan dans le cadre de la politique de voisinage pour la période 2012-2014 est actuellement à l'étude au sein du Conseil de l'Europe. L'une des priorités serait la lutte contre la corruption et, notamment, le soutien à ce pays par le biais d'activités de consolidation des capacités qui pourraient faciliter l'adhésion du Kazakhstan aux Conventions pénale et civile sur la corruption (STE 173 et 174). Il rappelle au GRECO qu'une invitation à adhérer aux Conventions de la part du Comité des Ministres serait également requise. Des priorités similaires sont aussi à l'étude pour la Tunisie et le Maroc et, dans ce contexte, le Secrétaire Exécutif a suggéré que les structures de lutte contre la corruption de ces deux pays pourraient souhaiter procéder à un échange de vues avec le GRECO à l'occasion d'une future réunion plénière.

v. Récemment, une réunion d'experts sur l'éthique et la corruption au niveau local et régional, organisée conjointement par le Comité des régions de l'UE et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (Bruxelles, 29 novembre 2011), s'est penchée sur le renforcement du rôle du Congrès dans la lutte contre la corruption au niveau local. Cette initiative a, dans une certaine mesure, été inspirée par l'une des conclusions présentées à la Conférence pour le 10e anniversaire du GRECO, qui soulignait le fait que les principes de lutte contre la corruption appliqués au niveau national doivent également redescendre au niveau local et subnational. Le Congrès envisage d'élaborer un code d'éthique pour les représentants élus au niveau local et régional, en remplacement du code qui remonte à 1999.

vi. Le Secrétariat a également participé à une conférence (Belgrade, 24 et 25 novembre) sur les standards déontologiques et de comportement pour les parlementaires, organisée conjointement par l'Assemblée nationale de Serbie et l'OSCE-BIDDH, à l'occasion de laquelle le contenu du questionnaire pour le Quatrième Cycle d'Evaluation a été présenté. Le Secrétariat a également appris l'existence d'une étude du BIDDH sur l'éthique des assemblées législatives, qui pourrait aussi servir de source de référence durant le Quatrième cycle.

vii. La décision du Comité des Ministres – dont plusieurs copies sont à la disposition des participants – concernant l'action du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes (1040e Réunion - Point 4. 5) invite les comités et autres organes du Conseil de l'Europe à intégrer une perspective de genre dans leur mandat et les encourage à veiller à une participation équilibrée des femmes et des hommes dans les processus de sélection. Il est intéressant de voir que la proportion des femmes désignées comme évaluatrices a augmenté de manière significative ces dernières années. Les participants trouveront également des copies du Rapport final du Forum consultatif des Procureurs et Directeurs des services répressifs des États membres de l'UE, organisé par Eurojust en juin 2011, dans lequel figure un résumé de l'exposé de M. Søren SCHØNBERG (membre du Cabinet de la Commissaire européen aux affaires intérieures Mme Cecilia MALMSTRÖM) sur le train de mesures anticorruption mises en place par l'UE et les perspectives d'adhésion de l'UE au GRECO. À la même réunion, le Secrétaire Exécutif a fait un exposé sur les synergies qui pourraient être dégagées par une coopération entre le GRECO et l'UE. Une version actualisée (couvrant maintenant 38 évaluations) de l'étude horizontale « Financement de la vie politique : une synthèse des 22 premières

évaluations du GRECO » réalisée par M. Yves-Marie DOUBLET (France) sera disponible début 2012.

viii. Pour ce qui est des élections qui vont se tenir vendredi, les candidatures pourront être présentées jusqu'à 48 heures avant (oralement ou par écrit) et il sera demandé à chaque candidat de fournir un bref curriculum vitae. De plus, gardant à l'esprit la politique de l'Organisation sur l'égalité entre les hommes et les femmes, le Président invite vivement le plus possible de femmes à se présenter.

IV. Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints

8. La plénière procède à une lecture détaillée du projet de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints concernant **Saint-Marin**, avec la participation de l'équipe d'évaluation qui avait réalisé une visite dans le pays. Après une deuxième lecture du projet révisé à la lumière de la première lecture, le GRECO adopte le rapport (Greco Eval I/II Rep (2011) 2F) et Saint-Marin est invité à autoriser sa publication dans les meilleurs délais, conformément à la pratique en vigueur.
9. Le délai de présentation du rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport est fixé au 30 juin 2013.

V. Troisième Cycle d'Evaluation

10. La plénière procède à une première lecture détaillée des projets de rapports d'évaluation du troisième cycle prévus pour adoption, avec la participation des Équipes d'évaluation qui avaient réalisé les visites dans les pays concernés.
11. Après une deuxième lecture, le GRECO adopte les Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle concernant **l'Autriche** (Greco Eval III Rep (2011) 3F – Thèmes I et II) et les **États-Unis d'Amérique** (Greco Eval III Rep (2011) 2F – Thèmes I et II) et invite ces deux pays à autoriser la publication des rapports les concernant dans les meilleurs délais, conformément à la pratique en vigueur.
12. Dans les deux cas, le délai de présentation des rapports de situation sur la mise en œuvre des recommandations contenues dans les rapports d'évaluation est fixé au 30 juin 2013.
13. La plénière examine également le projet de Rapport de Conformité du Troisième Cycle concernant la **Croatie**, **l'Allemagne** et **l'Irlande**. Ces rapports ont été établis, sur la base de rapports de situation présentés par les autorités des pays concernés, en consultation avec les rapporteurs désignés au titre du Danemark et du Monténégro pour la Croatie, au titre de l'Autriche et de la Fédération de Russie pour l'Allemagne et au titre de la Lettonie et du Royaume-Uni pour l'Irlande.
14. Lors de l'adoption des Rapports de Conformité du Troisième Cycle sur la Croatie (Greco RC-III (2011) 12F) et l'Irlande (Greco RC-III (2011) 10F), le GRECO décide que la présentation d'informations sur la poursuite de la mise en œuvre des recommandations devra intervenir au plus tard le 30 juin 2013, notant en outre avec satisfaction que la Croatie autorise la publication et invitant l'Irlande à en faire de même dès que possible.
15. Lors de l'adoption du Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur l'Allemagne (Greco RC-III (2011) 9F), le GRECO conclut que la réponse à ses recommandations est « globalement insuffisante » au sens de l'article 31 (révisé), paragraphe 8.3 du Règlement intérieur et décide donc d'appliquer l'article 32,

paragraphe 2 (i), en demandant aux autorités de ce pays de présenter un rapport sur les progrès accomplis pour mettre en œuvre les recommandations en suspens au plus tard le 30 juin 2012. Les autorités de l'Allemagne sont invitées à autoriser la publication du rapport de conformité dès que possible.

16. En outre, le GRECO adopte le Second Rapport *intérimaire* du Troisième Cycle pour la **République Slovaque** (Greco RC-III (2010) 3F Second rapport intérimaire) et le Rapport de Conformité *intérimaire* du Troisième Cycle sur la Suède (Greco RC-III (2011) 4F Rapport intérimaire). Ces deux rapports évaluent la poursuite de la mise en œuvre des recommandations qui étaient encore en suspens à l'étape précédente de la procédure de conformité, à la suite de l'application de l'article 32, paragraphe 2(i) du Règlement intérieur du GRECO. Ils ont été établis, en consultation avec les rapporteurs responsables, sur la base des informations fournies par les autorités nationales de ces pays.
17. Pour ce qui est de la République Slovaque, au vu des progrès accomplis, le GRECO décide de suspendre l'application de l'article 32.
18. Pour ce qui est de la Suède, le GRECO conclut que la réponse à ses recommandations au titre du Thème II (Transparence du financement des partis politiques) demeure « globalement insuffisante » au sens de l'article 31 (révisé), paragraphe 8.3 du Règlement intérieur et que, conformément à l'article 32, paragraphe 2 (ii), une lettre sera envoyée par le Président du GRECO au chef de la Délégation de la Suède, avec copie au Président du Comité statutaire, pour attirer l'attention sur la nécessité d'agir avec détermination en vue de progresser de manière tangible le plus vite possible.
19. Les autorités de la République Slovaque et de la Suède sont invitées à autoriser la publication des rapports de conformité intérimaires dès que possible¹ et à soumettre des rapports sur l'action entreprise pour mettre en œuvre les recommandations en suspens au plus tard le 30 septembre 2012.
20. Enfin, pour ce qui est des procédures du Troisième cycle, le GRECO adopte le deuxième Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur la Finlande (RC-III (2011) 13F) et clôt la procédure de conformité du Troisième cycle pour ce membre. Il est noté avec satisfaction que la publication du rapport est autorisée.
21. Il est rappelé que le GRECO invite tous les membres concernés à mettre à disposition du public une traduction des rapports d'évaluation et de conformité dans les langues nationales.

VI. Quatrième Cycle d'Évaluation

22. La Plénière est informée qu'un CD-ROM contenant des textes de référence pour le Quatrième Cycle d'Évaluation est disponible - il reprend la documentation désormais accessible sur le site Web du GRECO, permettant d'accéder facilement à chacun des documents et mettant également à disposition des liens pointant vers ces derniers. Cet ensemble de textes normatifs internationaux servira de source de référence de base pour les évaluateurs du Quatrième cycle.
23. En préparation au lancement du Quatrième Cycle d'Évaluation, en janvier 2012, le GRECO approuve la composition des équipes qui seront chargées de l'évaluation de l'Estonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Pologne, de la Slovénie et du Royaume-Uni (document Greco Eval IV (2011) 1bil du 2 décembre). Les visites dans les pays seront réalisées au cours du premier semestre de 2012.

¹ Le Rapport de Conformité intérimaire du Troisième Cycle sur la Suède a été rendu public le 13 décembre 2011.

VII. Règlement intérieur

24. Le GRECO adopte des révisions aux articles 5, 7 et 9 de son Règlement intérieur (document Greco (2011) 18F). Concernant l'article 39 du Règlement intérieur, la Délégation des États-Unis d'Amérique, soutenue par celle de l'Irlande, a, à la dernière réunion plénière, proposé que le Règlement soit modifié de telle sorte que les postes qui pourraient devenir vacants au sein du Bureau ne soient pas automatiquement pourvus à partir d'une liste de réserve de représentants qui n'ont pas nécessairement reçu un soutien substantiel de la part de la Plénière au moment des élections. Le Bureau a discuté de ce point, de la question connexe du remplacement du Président ou du Vice-président, ainsi que d'une simplification de la formulation de la durée des mandats du Président et du Vice-président n'impliquant aucun changement à la durée de ces mandats qui vont de pair avec la durée d'un cycle d'évaluation. Ses conclusions sont reflétées dans la reformulation proposée des articles 5, 7 et 9 soumis à la Plénière dans le document Greco (2011) 18F. Les révisions sont adoptées par la plénière et le Règlement intérieur révisé (Greco (2011) 20F) entre en vigueur le 5 décembre 2011.

VIII. Programme d'activités pour 2012

25. Le Secrétaire Exécutif présente le projet de Programme d'activités pour 2012 tel qu'approuvé par le Bureau. Cinq réunions plénières ont été prévues, soit une réunion supplémentaire en mai, car il n'aurait pas été possible d'examiner à la réunion plénière de mars tous les rapports dont les dates d'échéance en vue de l'adoption tombent le premier trimestre de l'année. La durée des réunions de mars, mai et juin a été adaptée aux ressources budgétaires disponibles. Il est prévu de revenir à quatre réunions plénières en 2013, car, d'ici là, le Quatrième Cycle d'Evaluation sera sur les rails. Les premières visites relatives au Quatrième cycle ont été prévues en avril 2012 et les rapports d'évaluation qui en résulteront seront examinées par la plénière en vue de leur adoption en octobre - ceci devrait donner suffisamment de temps pour une préparation convenable et pour les éventuelles discussions sur le fond qui seraient nécessaires concernant la nouvelle série de rapports et recommandations. À cet égard, le GRECO souligne que les rapports d'évaluation prévus pour adoption en 2012 devraient se limiter à dix afin de laisser suffisamment de temps pour la discussion des premiers rapports du Quatrième Cycle d'Evaluation, dans le cadre desquels un certain nombre de questions complexes sont susceptibles de se poser.

IX. Coopération avec l'Union européenne– derniers développements

26. La plénière est informée d'une réunion du Groupe de travail « Affaires générales et évaluation » (GENVAL) du Conseil de l'Union, qui s'est tenue à Bruxelles le 7 décembre dernier. Du fait du format de la réunion, il n'aurait apparemment pas été faisable de procéder à un véritable échange de vues sur la participation de l'UE aux travaux du GRECO, et c'est pourquoi ni le Président ni le Secrétaire Exécutif n'y ont participé.
27. Le Secrétaire Exécutif a été informé que le premier rapport de la Commission européenne sur l'action contre la corruption se concentrera sur la question spécifique des marchés publics. Il sera publié en 2013 et sera suivi, en 2015, d'un deuxième rapport sur un thème qui reste encore à définir. La Commission européenne a été informée du souhait du GRECO qu'il y ait, sous une forme à déterminer, une représentation institutionnelle du GRECO au sein du Groupe d'experts sur la corruption qui a été instauré pour aider à préparer ces rapports. Enfin, la plénière note que Mme Elena KONCEVICIUTE, Chef de la Délégation de la Lettonie, figure au nombre des 17 experts sélectionnés pour constituer le Groupe.

X. Président sortant

28. Le mandat de M. Drago KOS (Slovénie) en tant que Président du GRECO s'achève avec la présente réunion. M. KOS a participé aux travaux du GRECO depuis la toute première réunion plénière de cet organe en 1999, et a été élu à la présidence pour la première fois en 2002. En reconnaissance de son engagement envers les valeurs et le travail de l'Organisation, M. Kos reçoit la Médaille Pro Merito du Conseil de l'Europe, une distinction décernée par le Secrétaire Général. Cette médaille lui est remise par Mme Maud de BOER-BUQUICCHIO, Secrétaire Générale adjointe, au cours d'une courte cérémonie - son discours, qui rend hommage à l'influence de M. KOS pour la réputation et les travaux du GRECO, figure à l'Annexe III. On trouvera des informations supplémentaires sur le site www.coe.int/greco.

XI. Élections pour le Quatrième Cycle d'évaluation

29. La plénière prend connaissance de la liste des candidats à la présidence, à la vice-présidence et au Bureau pour la durée du Quatrième Cycle d'Evaluation qui sera lancé le 1er janvier 2012. Les élections se font à bulletin secret, à la majorité des voix exprimées et conformément aux articles 5 et 9 du Règlement intérieur du GRECO tel que révisé le 5 décembre 2011. Les résultats sont les suivants :

- M. Marin MRČELA (Croatie) est élu **Président**
- M. Christian MANQUET (Autriche) est élu **Vice-président**

- M. Edmond DUNGA (Albanie)
- Mme Helena LIŠUCHOVÁ (République Tchèque)
- M. Aslan YUSUFOV (Fédération de Russie)
- M. Ernst GNAEGI (Suisse)
- Mme Slagjana TASEVA (« ex-République yougoslave de Macédoine »)

sont élus membres du **Bureau** (la liste est établie par ordre alphabétique anglais des pays).

XII. Divers

30. Le Comité des Ministres a transmis la Résolution 1988 (2011) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur « L'économie souterraine : une menace pour la démocratie, le développement et l'État de droit » pour commentaires éventuels d'ici le 28 février 2012. Le calendrier des travaux ne permettant pas une consultation de la plénière, le GRECO charge son Bureau de préparer et de transmettre les commentaires en son nom.

XIII. Adoption de décisions

31. Les décisions de la 53e réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2011) 19F.

XIV. Prochaines réunions

32. La 54e réunion plénière du GRECO se tiendra à Strasbourg du 20 au 23 mars 2012.

ANNEXE I

Liste des Participants

ALBANIA / ALBANIE

M. Edmond DUNGA

Head of the Office in the Anticorruption Secretariat, Regional Anti-Corruption Initiative (RAI)
Secretariat in Sarajevo

Ms Helena PAPA

Inspector/Coordinator, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption (DIACA)
Council of Ministers

ANDORRA / ANDORRE

M. Sergi ALIS SOULIE (Chef de délégation)

Unité de Prévention et Lutte contre la Corruption, Présidence du gouvernement

Mme Clàudia CORNELLA DURANY

Head of International Relations, Ministry of Finance

ARMENIA / ARMENIE

Mr Karen GEVORGYAN

Deputy Dean of International Relations, Faculty of Law, Yerevan State University

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)

Head of Department, Directorate for Penal Legislation, Ministry of Justice

Mr Christian EISNER

Chancellery

Ms Teute KRASNIQI

Legal Adviser, Anti-Corruption Bureau, Ministry of the Interior

Ms Ingrid MOSER

Parliamentary Administration – Constitutional Law matters

M Matthias TRAIMER

Federal Chancellery – Constitutional Service

M Andreas ULRICH

Federal Chancellery – Constitutional Service

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Inam KARIMOV (Head of delegation)

Chief Adviser, Law Enforcement Coordination Department, Administration of the President of the Republic, Secretary of the Commission for Combating Corruption

BELARUS

Mr Zmicier BRYLOU

Public Prosecutor, International Legal Department, Prosecutor General's Office

BELGIUM / BELGIQUE

M. Frederik DECRUYENAERE (Chef de délégation)

Attaché au Service du droit pénal spécial, Service Public Fédéral Justice (SPF Justice)

M. Guido HOSTYN

Premier conseiller de direction, Secrétaire de la Commission de contrôle des dépenses électorales,
Sénat

M. Paul MULS

Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales
Chambre des représentants

M. Alain COOLS
Représentant Permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Europe
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE
Mr Vjekoslav VUKOVIC (Head of delegation)
Assistant Minister of Security, Council of Ministers, Ministry of Security

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
State Expert, Directorate of International Cooperation and European Affairs, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation and evaluator – United States of America)
Vice-Président du GRECO – Vice-President of GRECO
Justice of the Supreme Court

CYPRUS / CHYPRE

Mr Philippos KOMODROMOS (Head of delegation)
Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)
Acting Head, International Cooperation Department, Ministry of Justice

Ms Kateřina ČERMÁKOVÁ
Expert, International Cooperation Department, Ministry of Justice

Mr Jakub NEVRKLA
Security expert, Security policy department, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK

Mr Flemming DENKER (Head of delegation) – **Apologised /Excusé**
Deputy State Prosecutor, State Prosecutor for Serious Economic Crime

ESTONIA / ESTONIE

Mr Urvo KLOPETS – **Apologised / Excusé**
Advisor of Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

Mr Peter PEDAK
Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, National Police Board

Ms Helinä LEHTINEN
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

FRANCE

M. Paul HIERNARD (Chef de délégation)
Magistrat, Chargé de mission auprès du Directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. François BADIE
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC), Ministère de la Justice et des Libertés

Mme Claire MORICE (évaluatrice - Autriche)
Cour d'Appel de Versailles

M. Yves Marie DOUBLET (expert scientifique - Autriche)
Directeur adjoint, Assemblée Nationale, Service des affaires juridiques, Division contrôle et études juridiques

GEORGIA / GEORGIE

Mr Otar KAKHIDZE
Head of Analytical Department, Ministry of Justice

Ms Nino SARISHVILI
Head of Research and Analysis Unit, Analytical Department, Ministry of Justice

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Markus BUSCH (Head of delegation)
Head of Division of Economic, Computer, Corruption-related and Environmental Crime, Ministry of Justice

Mr Henner Jörg BOEHL
Head of Division of Electoral Law, Law on Political Parties, Ministry of the Interior

Mr Matthias KORTE
Head of Directorate RB, Deputy Director General, Ministry of Justice

Mr Philip Peter NOWAK
Head of Division of Party Financing, Administration of the German Bundestag

Mr Lippold Freiherr von BREDOW (evaluator – Austria)
Secretariat PA 6, Committee on Legal Affairs, German *Bundestag*

GREECE / GRECE

Mr Demosthenis STIGGAS
Judge of First Instance of Mytilini, Hellenic Ministry of Justice, Transparency and Human Rights

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Deputy Head of Department, Ministry of Public Administration and Justice

ICELAND / ISLANDE

Mr Helgi Magnús GUNNARSSON
Deputy Director of Public Prosecution, Office of the Director of Public Prosecution

IRELAND / IRLANDE

Mr Andrew MUNRO (Head of Delegation)
Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Department of Justice and Equality

Mr David WADDELL (evaluator – United States of America)
Secretary, Standards in Public Office Commission

Ms Riona NÍ FHLANGHAILE
Principal, Franchise Section, Department of the Environment, Community and Local Government

Mr James MOLONEY
First Secretary, Justice Attaché, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe

ITALY / ITALIE

Ms Anna PAGOTTO
Appellate Judge, Ministry of Justice

LATVIA / LETTONIE

Mr Alvis VILKS (Head of delegation)
Deputy Director, Corruption Prevention and Combating Bureau

Mrs Inese TERINKA
Senior Specialist, Division of Legal and Human Resources Matters, Corruption Prevention and Combating Bureau

LIECHTENSTEIN

Mr Peter C. MATT (Head of delegation)
Diplomatic Officer, Office for Foreign Affairs

Mr Daniel OSPELT
Permanent Representative of Liechtenstein to the Council of Europe

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Elena KONCEVIČIŪTĖ (Head of delegation and evaluator – San Marino)
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

LUXEMBOURG

Mme Doris WOLTZ
Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

M. Luc REDING (evaluator – Austria)
Conseiller de direction, Direction des affaires pénales et judiciaires, Ministère de la Justice

MALTA / MALTE

Mrs Lara LANFRANCO
Criminal Prosecutor before the Superior Courts, Office of the Attorney General

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

MONACO

M. Frédéric COTTALORDA
Chef de Division, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN)
Département des Finances et de l'Economie

MONTENEGRO

Mr Dušan DRAKIC
Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Don O'FLOINN (Head of delegation)
Policy Advisor, Ministry of Security and Justice, Law Enforcement Department

NORWAY / NORVEGE

Mr Atle ROALDSØY (Head of delegation)
Senior Adviser, Ministry of Justice, Police Department

Mr Jens-Oscar NERGÅRD

Senior Adviser, Ministry of Government Administration, Reform and Church Affairs

POLAND / POLOGNE

Ms Ineza KROLIK (Head of delegation)
Director, Office of the Government Plenipotentiary for the Development of the Programme for Prevention of the Irregularities in Public Institutions, Chancellery of the Prime Minister

Mr Piotr FIRLUS

Counselor to the Head of the Chancellery of the Prime Minister, Office of the Government Plenipotentiary for the Development of the Programme for Prevention of the Irregularities in public Institutions, Chancellery of the Prime Minister

PORTUGAL

Mr Daniel MARINHO PIRES
Legal Adviser, Directorate General for Justice Policy, International Affairs Department, Ministry of Justice

Mr Luis Miguel PINTO DE SOUSA E SILVA (evaluator - Ukraine)
Inspecteur en Chef des Finances, Inspection Générale des Finances (IGF), Contrôle des Recettes fiscales

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Anca-Luminita CHELARU (Head of delegation)
Counsellor, Unit for Crime Prevention and for the Cooperation with EU Asset Recovery Offices
Ministry of Justice

Ms Anca JURMA
Chief Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Directorate,
Prosecutors' Office attached to the High Court of Cassation and Justice

Ms Laura STEFAN (evaluator - Romania)
Anticorruption Coordinator, Romanian Academic Society

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Aleksandr BUKSMAN (Head of delegation)
First Deputy Prosecutor General, Prosecutor General's Office

Mr Oleg PLOKHOI
Deputy Head of the Presidential Department for Civil Service and Human Resources, Administration
of the President

Mr Aslan YUSUFOV
Deputy Head of Directorate, Head of Section of supervision over implementation of anti-corruption
legislation, Prosecutor General's Office

Mr Andrey ILIN
Councillor of the Presidential Department for Civil Service and Human Resources, Administration of
the President

Mr Igor STOROZHENKO (evaluator - Austria)
Assistant to Deputy, State Duma, Federal Assembly

Mr Konstantin KOSORUKOV
Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT MARIN

M. Eros GASPERONI (Chef de délégation)
Premier Secrétaire, Ministère des affaires Etrangères

Ms Elisa SERRA
Head of Personnel

Ms Nadia LOMBARDI
Coordinator of the Department of Productive Activities

Mr Luca BECCARI
Coordinator of the Department of Finance

Mr Manuel CANTI
Coordinator of the Department of Territory

Mr Stefano PALMUCCI
Coordinator of the Department of Justice

Ms Sabrina BERNARDI
Head State Lawyer

Ms Marina MARFORI
State Lawyer

Mr Maurizio FARAONE
Director of the National Central Bureau of INTERPOL

Mr Nicola VERONESI
Director of the Financial Intelligence Agency (FIA)

Mr Fabio MAZZA
Head of Regulatory Supervision Service of the Central Bank, Head of Office of the Trust Register

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Ms Zorana MARKOVIC (Head of delegation)
Director of the Anti-Corruption Agency

Ms Ivana PETRIN
Legal advisor, Unit for control of political parties' funds, Anti-Corruption Agency

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Peter KOVAŘÍK (Head of delegation)
Director, Bureau of the Fight Against Corruption, Police Headquarters of the Slovak Republic
Ministry of the Interior

Mr Ronald KAKAŠ
Director of the Strategic Analysis and International Cooperation Department, Bureau of the Fight
Against Corruption, Police Headquarters, Ministry of the Interior

Ms Michaela KONTRÍKOVÁ
General State Advisor, Ministry of Justice of the Slovak Republic

Ms Eva CHMELOVA
Deputy Director General, Ministry of the Interior, Department of Public Administration

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS
President of GRECO / Président du GRECO
Former Chief Commissioner of the Commission for the Prevention of Corruption

Ms Vita HABJAN
Chief Project Manager for Corruption Prevention, Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mr Rafael VAILLO
Technical Adviser, D.G. for International Cooperation, Ministry of Justice

SWEDEN / SUEDE

Mr Walo VON GREYERZ (Head of delegation)
Legal adviser, Ministry of Justice, Division for Criminal Law

Ms Katarina BERGLUND-SIEGBAHN
Legal adviser, Ministry of Justice, Division for Criminal Law

SWITZERLAND / SUISSE

M. Ernst GNAEGI (Chef de délégation)
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

M. Olivier GONIN
Collaborateur scientifique, Unité du droit pénal international, Office fédéral de la justice

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)
Professor in Criminal Law

TURKEY / TURQUIE

Mr Ömer Faruk ALTINTAŞ (Head of Delegation)
Judge, Deputy Director General for International Law and Foreign Affairs, Ministry of Justice

Mr Mete DEMIRCI
Inspector, Prime Ministry Inspection Board

UKRAINE

Ms Olena SMIRNOVA
Head of Unit responsible for development of anticorruption policy, Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY
President of the Institute of Humanitarian Research

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Roderick MACAULEY (Head of delegation)
Bribery Act Implementation Manager, Head of EU and International Criminal Law, Corruption and Fraud, Criminal Law Policy Unit, Ministry of Justice

Mr Alastair BROWN (evaluator - United States of America)
Sheriff of South Strathclyde, Dumfries and Galloway

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Ms Jane LEY (Head of delegation)
Deputy Director, US Office of Government Ethics

Mr Robert LEVENTHAL
Director, Anticorruption and Governance Initiatives, Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, U.S. Department of State

Mr Nathaniel EDMONDS
Department of Justice

Ms Lois LERNER
Internal Revenue Service, Department of the Treasury

Mr Theodore LUTZ
Federal Election Commission

Ms Rosemary SMITH
Federal Election Commission

Mr Thomas HINTERMISTER
Federal Election Commission

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO /
PRÉSIDENT DU COMITÉ STATUTAIRE DU GRECO**

Apologised / Excusé

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Apologised / Excusé

**REPRESENTATIVE OF THE CDCJ /
REPRÉSENTANT DU CDCJ**

Apologised / Excusé

**REPRESENTATIVE OF THE CDPC /
REPRÉSENTANT DU CDPC**

Apologised / Excusé

**COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK /
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Jan DE BEL - **Apologised / Excusé**
Chief Compliance Officer a.i, Council of Europe Development Bank

OBSERVERS / OBSERVATEURS

UNITED NATIONS – UNODC / NATIONS UNIES – ONUDC

Mr Dimosthenis CHRYSIKOS
Crime Prevention and Criminal Justice Officer, UNODC/DTA/CEB/CSS

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)

Apologised / Excusé

INTERNATIONAL ANTI-CORRUPTION ACADEMY / ACADEMIE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (IACA)

Apologised / Excusé

ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS) / ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (OEA)

Apologised / Excusé

GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'ÉVALUATION DU GRECO

Joint First and Second Round Evaluation on Ukraine / Rapport d'évaluation du Premier et Deuxième Cycles Conjointes sur Ukraine

Ms Elena KONCEVIČIŪTĒ (Lithuania)
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

Ms Laura STEFAN (Romania)
Anticorruption Coordinator, Romanian Academic Society

Mr Luis Miguel PINTO DE SOUSA E SILVA (Portugal)
Inspecteur en Chef des Finances, Inspection Générale des Finances (IGF), Contrôle des Recettes
fiscales

Mr Keith MCCARTHY (United Kingdom) – **Apologised / Excusé**
Chief Investigator, Serious Fraud Office

Third Round Evaluation report on Austria Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur l'Autriche

Theme I – Incriminations

M. Luc REDING (Luxembourg)
Conseiller de direction, Direction des affaires pénales et judiciaires, Ministère de la Justice

Mme Claire MORICE (France)
Cour d'Appel de Versailles

Theme II - Party Funding / Financement des partis politiques

Mr Lippold Freiherr von BREDOW (Germany)
Secretariat PA 6, Committee on Legal Affairs, German *Bundestag*

Mr Igor STOROZHENKO (Russian Federation)
Assistant to Deputy, State Duma, Federal Assembly

M. Yves Marie DOUBLET (France)
Directeur adjoint, Assemblée Nationale, Service des affaires juridiques, Division contrôle et études
juridiques

**Third Round Evaluation report on the USA /
Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur les États-Unis**

Theme I – Incriminations

Mr Alastair BROWN (United Kingdom)
Sheriff of South Strathclyde, Dumfries and Galloway

Mr Marin MRCELA (Croatia)
Justice of the Supreme Court

Theme II - Party Funding / Financement des partis politiques

Mr David WADDELL (Ireland)
Secretary, Standards in Public Office Commission

Mr Igor ŠOLTES (Slovenia) – **Apologised / Excusé**
Chairman of the Court of Audit

Mrs Patricia PEÑA – **Apologised / Excusée**
Scientific Expert, Canada

RAPPORTEURS

Third Round Compliance Reports / Rapports de Conformité du Troisième Cycle

CROATIA / CROATIE

Mr Flemming DENKER (Denmark) – **Apologised / Excusé**
Mr Dusan DRAKIC (Montenegro)

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Aslan YUSUFOV (Russian Federation / Fédération de Russie)
Mr Christian MANQUET (Austria)

IRELAND / IRLANDE

Mrs Inese TERINKA (Latvia)
Mr Roderick MACAULEY (United Kingdom)

**Third Round Interim Compliance Report /
Rapport de Conformité intérimaire du Troisième Cycle**

SWEDEN / SUEDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Finland)
Mr Piotr FIRLUS (Poland)

**Second Third Round Interim Compliance Report /
Deuxième Rapport de Conformité intérimaire du Troisième Cycle**

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Christian MANQUET (Austria)
Mr Alvis VILKS (Latvia)

**Second Third Round Compliance Report /
Deuxième Rapport de Conformité du Troisième Cycle**

FINLAND / FINLANDE

Mr Jens-Oscar NERGÅRD (Norway)
Mr Roderick MACAULEY (United Kingdom)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, **Executive Secretary of GRECO / Secrétaire Exécutif du GRECO**

Assistant / Assistante

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif

Administrative Officers / Administrateurs

Mr Björn JANSON

M. Christophe SPECKBACHER

Ms Laura SANZ-LEVIA

Ms Sophie MEUDAL-LEENDERS

Mr Michael JANSSEN

Ms Liubov SAMOKHINA

Mr Yüksel YILMAZ

Central Office / Bureau Central

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant / Assistante Administrative

Mme Laure PINCEMAILLE, Assistant / Assistante

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant / Assistante

Webmaster

Ms Simona GHITA, Directorate General 1 - Human Rights and State of Law / *Direction générale des droits de l'Homme et état de droit*

Mme Marie-Rose PREVOST, GRECO

Interpreters / Interpretes

Ms Sally BAILEY-RAVET

Ms Julia TANNER

Ms Isabelle MARCHINI

Ms Paula BRUNI

Ms Valerie CONKLIN

ANNEXE II

Ordre du jour

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* **09h30**
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary / *Informations du Président, des Délégations et du Secrétaire Exécutif*
4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** des projets de *Rapports d'Evaluation* :

Joint First and Second Rounds / *Premier et Deuxième Cycles conjoints* :
 - **San Marino / Saint-Marin** (Monday / *lundi*)
Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*
 - **United States of America / Etats-Unis d'Amérique** (Tuesday / *mardi*)
 - **Austria / Autriche** (Wednesday / *mercredi*)
5. Examination and adoption of the Third Round Compliance Reports on **Croatia, Germany and Ireland** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Troisième Cycle sur la Croatie, l'Allemagne et l'Irlande*
6. Examination and adoption of the Third Round *Interim* Compliance Report on **Sweden** (Rule 32, paragraph 2(i) of the Rules of Procedure) / *Examen et adoption du Rapport de Conformité Intérimaire du Troisième Cycle sur la Suède* (Article 32 paragraphe 2(i) du Règlement Intérieur)
7. Examination and adoption of the Second Third Round *Interim* Compliance Report on the **Slovak Republic** (Rule 32, paragraph 2(i) of the Rules of Procedure) / *Examen et adoption du Deuxième Rapport de Conformité Intérimaire du Troisième Cycle sur la République Slovaque* (Article 32 paragraphe 2(i) du Règlement Intérieur)
8. Examination and adoption of the Second Third Round Compliance Report on **Finland** / *Examen et adoption du Deuxième Rapport de Conformité du Troisième Cycle sur la Finlande*
9. Adoption of the Programme of Activities for 2012 / *Adoption du Programme d'Activités pour 2012*
10. Fourth Evaluation Round – composition of the Teams in charge of the evaluation of Finland, Latvia, Poland, Slovenia, the United Kingdom and ... / *Quatrième Cycle d'Evaluation – composition des équipes chargées de l'évaluation la Finlande, la Lettonie, la Pologne, la Slovénie, du Royaume-Uni et de ...*
11. Revision of the Rules of Procedure (cf. decision 25 of GRECO 52) / *Révision du Règlement Intérieur (voir décision 25 du GRECO 52)*
12. **Elections** of the President, Vice-President and members of the Bureau for the Fourth Evaluation Round (**Friday**) / **Elections** du Président, du Vice-Président et des membres du Bureau pour le Quatrième Cycle d'Evaluation (**vendredi**)

13. Cooperation with the European Union – latest developments / *Coopération avec l'Union Européenne - développements récents*
14. **Second reading** and adoption of the draft Joint First and Second Round Evaluation Report on San Marino (**Thursday**) and the draft Third Round Evaluation Reports on the United States of America and Austria (**Friday**) / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Saint-Marin (**jeudi**) et des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur les Etats-Unis d'Amérique et l'Autriche (**vendredi**)
15. Miscellaneous / *Divers*
16. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
17. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*

ANNEXE III

Discours de Maud de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

Remise de la Médaille Pro Merito à M. Drago Kos (mercredi 7 décembre 2011)

Aujourd'hui, partout, la lutte contre la corruption est devenue une des premières priorités des Gouvernements.

L'aventure du Groupe d'États contre la corruption, le GRECO, a débuté en 1999 par la création d'un mécanisme d'examen par les pairs – c'était alors une première – chargé du monitoring d'instruments qui, plus de dix ans après leur élaboration, restent le moteur de la lutte contre la corruption et font autorité dans le domaine.

M. Kos, vous avez été parmi les pionniers de cette initiative : en 1999, lors de l'une de ses toutes premières réunions, vous avez été élu Vice-président du GRECO.

En 2002, vous avez pris la présidence du GRECO – sous votre houlette et grâce à l'énergie avec laquelle vous avez assumé cette fonction, le GRECO est devenu un label d'excellence de cette Organisation autant qu'un modèle pour d'autres mécanismes de monitoring, au sein du Conseil et dans d'autres enceintes.

Le GRECO s'est également développé dans l'intervalle, ses États parties étant passés de 34 à 49.

Sous votre direction, le GRECO a défriché de nouveaux secteurs dans ses activités de prévention et de dissuasion de la corruption : le financement des partis politiques, notamment, a suscité un vif intérêt dans le grand public.

M. Kos, votre expérience personnelle de la lutte contre la corruption dans votre pays et la ténacité avec laquelle vous menez ce combat, en votre qualité de Chef de la Section Lutte contre le crime organisé au sein de la Police mais aussi en tant que premier Président élu de la Commission slovène pour la prévention de la corruption, vous confèrent une notoriété qui dépasse largement les frontières de votre pays.

Non seulement vous luttez efficacement contre la corruption, mais vous avez aussi été arbitre et je me suis laissé dire que, lorsque vous arbitriez un match dans votre ville, souvent, vous portiez l'instrument de l'arbitre - le sifflet - mais aussi un talkie-walkie pour être joignable à tout moment par les officiers de police de votre Section et qu'en cas d'urgence, vous sortiez du terrain pour rejoindre vos équipes.

En tant qu'ancien arbitre, vous avez aussi contribué activement aux travaux menés actuellement par le Conseil de l'Europe dans la lutte contre les matchs arrangés.

Je crois également savoir que vous avez l'habitude d'être médaillé, puisque vous avez été récompensé à de nombreuses reprises pour vos performances en natation.

Aujourd'hui, j'ai donc l'honneur et le privilège de vous décerner une décoration de plus : la Médaille du Mérite du Conseil de l'Europe.